

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1920.

Proposition de loi sur la pension des vieux mineurs (1).

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MANSART.

MESSIEURS,

Nous terminions notre rapport favorable à la proposition de MM. Dejardin et consorts, en signalant les réserves faites par certains membres de la section quant aux conséquences financières du projet. Nous n'avons donc pas été trop étonnés, de constater que le Gouvernement, de son côté, frappé par les dépenses immédiates possibles, dérivant de l'application entière des nouvelles dispositions, ait demandé à la Section centrale de bien vouloir réexaminer la question.

Ainsi que la note de l'administration des mines, insérée dans le rapport, le dit, si le projet nouveau recevait son application maxima, en ne tenant compte que d'une pension de 1,100 francs, le supplément de dépenses serait de plus de 70 millions par an, au-dessus de ce que peuvent faire les caisses de prévoyance. Pour les années suivantes, l'écart irait en s'augmentant, du fait que d'un côté, les salaires peuvent aller en diminuant, tandis que, d'autre part, le nombre de pensionnés ira en augmentant.

Le Gouvernement a donc déclaré à la Section qu'il ne pouvait, en ce moment, sans un examen sérieux et approfondi, s'engager dans une telle voie. M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, se basant toutefois sur la situation nouvelle créée à l'ensemble des vieillards âgés de 65 ans qui, dès 1921, pour une période transitoire de trois ans maximum, sont assurés d'une pension de 600 à 720 francs par an, s'est déclaré prêt à

(1) Proposition de loi, n° 128.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Mansart, Bertrand, Pepin, Mabilie, Léonard et Pirard.

Rapport, n° 404.

rechercher une formule également provisoire, applicable aux vieux mineurs.

D'accord avec M. le Ministre des Finances, il a donc proposé à la Section et aux auteurs du projet, de renoncer momentanément, à discuter à fond le projet, et d'accepter certaines modifications importantes à la loi du 5 juin 1911 complétée par la loi du 26 mai 1914 en faveur des vieux mineurs. Les modalités nouvelles seraient transitoires pour une durée maximale de trois ans, comme la loi générale des pensions votée tout récemment par la Chambre, et durant ce délai l'effort nécessaire serait fait pour résoudre dans son entier la question compliquée de l'invalidité prématurée des mineurs et de la pension à leurs veuves et à leurs orphelins.

Provisoirement donc, d'après la proposition de M. le Ministre, il ne serait rien changé à l'âge actuel auquel sont pensionnés les vieux mineurs et leurs veuves. Mais, tenant compte des conditions spéciales de leur travail, de la nécessité d'assurer le recrutement du personnel ouvrier des mines, et du fait que grâce à leur effort de prévoyance, les mineurs ont déjà acquis un droit ancien à la retraite, le Gouvernement propose de modifier les dispositions existantes de manière :

a) à assurer une pension de 4,080 francs à tous les vieux mineurs actuellement pensionnés.

b) à permettre aux mineurs, ayant travaillé durant trente ans dans la mine, mais ayant cessé leur travail au fond, ou à la surface, par raison de santé, et se trouvant dans le besoin, comme il est défini à l'article 6 de la loi générale sur les pensions, d'obtenir cette pension à 55 ou à 60 ans.

c) à permettre aux veuves d'avoir une pension de 720 francs, à 60 ans, après dix ans de mariage au lieu de vingt.

Les épouses de mineurs qui sont ou seront âgées de 65 ans peuvent en outre faire valoir leurs droits à la pension prévue au projet général.

Pour obtenir ces résultats transitoires, importants, M. le Ministre propose deux modifications aux lois existantes :

1° Les versements des patrons aux caisses régionales de prévoyance seraient fixés, sans ristourne possible, à 2 1/2 p. c.

2° Le versement des ouvriers à ces mêmes caisses, serait généralisé; au lieu de 0,50 par mois pour les ouvriers âgés de 21 ans au 1^{er} juillet 1912, tous les ouvriers de la mine verseraient : ceux, en dessous de 18 ans, 0,50 par mois, les autres, 1 franc par mois.

Ces versements serviraient, pendant ces trois ans, à assurer une pension de 720 francs aux vieux mineurs et de 360 francs à leurs veuves, basés sur les salaires actuels, ils seront, pour 1921 vraisemblablement trop élevés pour faire face à cette obligation. Le surplus inutilisable sera versé dans une caisse nationale de compensation qui sera utilisée pendant les années à venir, si le salaire venait à diminuer,

Par là, les mineurs obtiendraient donc, dès le 1^{er} janvier prochain, une pension de 720 francs, leurs veuves 360 francs, pour leurs versements et ceux de leurs patrons. Prenant en considération cet effort considérable, le Gouvernement, appliquant le principe de la loi générale des pensions, ajouterait à cette rente, un supplément de 360 francs à charge, pour les 5/8 de l'État, pour 1/8, des provinces, pour les communes, de 2/8.

La Section a été unanime à considérer cette proposition transactionnelle et transitoire comme satisfaisante et a décidé de la proposer à l'approbation du Parlement. La charge pour les pouvoirs publics, sera de $18,000 \times 360 = 6,480,000$ francs, dont 4,500,000 francs pour l'État, 810,000 francs pour les provinces et 1,620,000 francs pour les communes.

Cette solution laissant le problème entier, à résoudre dans le même délai maximum de trois ans que le problème des assurances en général, donne de grandes et légitimes satisfactions immédiates aux vieux mineurs et n'empêche d'aucune façon de chercher, pour l'avenir, des solutions plus larges encore et plus généreuses que la section espère ardemment.

Le Rapporteur,

JULES MANSART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Texte proposé par le Gouvernement.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse au profit des ouvriers mineurs.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des lois du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse au profit des ouvriers mineurs sont modifiées et complétées comme suit :

Art. 6. — Alinéa 2, 1^{re} Phrase...

Le complément de pension auquel chacun des intéressés aura droit est égal à la différence entre le taux de 720 francs et le montant des rentes acquises par les versements effectués obligatoirement en vertu de la présente loi.

Art. 9. — Les caisses de prévoyance seront alimentées par les cotisations des exploitants affiliés et par une contribution mensuelle de un franc à charge de chacun des ouvriers âgés de plus de 18 ans et de 50 centimes pour ceux âgés de moins de 18 ans occupés dans les charbonnages.

Le taux des cotisations patronales est fixé à 2 1/2 p. c. des salaires payés aux ouvriers.

Dans le cas où les recettes opérées par une caisse de prévoyance dépassent les dépenses de l'exercice, l'excédent sera versé à un fonds spécial commun à toutes les caisses de pré-

Tekst voorgesteld door de Regeering

Wetsontwerp tot wijziging en aanvulling der wetten van 5 Juni 1911 en van 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen der wetten van 5 Juni 1911 en van 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers worden gewijzigd en aangevuld als volgt :

Art. 6, lid 2, 1^{ste} volzin. — Het aanvullend pensioen, waarop elke belanghebbende recht heeft, is gelijk aan het verschil bestaande tusschen het bedrag van 720 frank en het bedrag van de renten verworven door de verplichte stortingen, krachtens deze wet gedaan.

Art. 9. — De Voorzorgskassen worden gestijfd door de bijdragen van de aangesloten ondernemers en door eene maandelijksche bijdrage van één frank ten laste van elk der werklieden van meer dan 18 jaar en van 50 centiem voor die beneden 18 jaar, welke in de kolenmijnen arbeiden.

Het bedrag van de bijdragen der patroons wordt vastgesteld op 2 1/2 t. h. van de loonen betaald aan de werklieden.

Ingeval de ontvangsten, door eene Voorzorgskas gedaan, de uitgaven van het dienstjaar overschrijden, wordt het overschot gestort in een bijzonder gemeenschappelijk

voyance. Ce fonds, dénommé « Fonds national de Retraite des ouvriers mineurs », est destiné à constituer une réserve :

1° Pour couvrir le déficit des caisses de prévoyance lorsque les charges dépassent les recettes, et faire éventuellement dans ce cas, l'avance des fonds nécessaires pour le paiement régulier et intégral des pensions.

2° Pour assurer le maintien des pensions et compléments de pensions prévus par la loi au profit des ouvriers houilleurs pensionnés, ayant appartenu à des charbonnages abandonnés ou ayant cessé leur exploitation. Ce fonds sera administré par un conseil d'administration composé, indépendamment de délégués du Gouvernement, de représentants des caisses de prévoyance reconnues en faveur des ouvriers mineurs.

L'organisation de ce fonds sera réglée par arrêté royal.

Dans le cas où les ressources de ce fonds auront été insuffisantes pour couvrir le déficit d'une ou de plusieurs caisses de prévoyance, l'excédent sera supporté pour moitié par l'État, pour moitié par les provinces, sur le territoire desquelles s'étendent les caisses de prévoyance intéressées.

Les dépenses qui incombent de ce chef à l'État seront liquidées à charge du Budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 12. Alinéa 2. — Une pension annuelle de 360 francs sera payée,

fonds voor al de Voorzorgskassen. Dit fonds, genaamd « Nationaal Pensioenfonds voor de mijnwerkers », is bestemd om eene reserve tot stand te brengen :

1° Ten einde het tekort van de Voorzorgskassen te dekken, wanneer de lasten de ontvangsten overschrijden, en, zoo noodig, in dit geval de noodige sommen te voorschieten voor de geregelde en volle betaling van de pensioenen;

2° Ten einde het in stand houden te verzekeren van de pensionen en aanvullende pensioenen, door de wet voorzien ten behoeve van de pensioentrekkende kolenmijnwerkers, die hebben gearbeid in kolenmijnen welke verlaten zijn of hun bedrijf staakten. Dit fonds wordt beheerd door een Beheerraad bestaande, buiten de afgevaardigden van de Regeering, uit vertegenwoordigers van de erkende Voorzorgskassen ten behoeve van de mijnwerkers.

De inrichting van dit fonds wordt bij koninklijk besluit geregeld.

Waren de inkomsten van dit fonds ontoereikend om het tekort van ééne of meer Voorzorgskassen te dekken, dan wordt de meerdere uitgave bestreden voor de helft door den Staat en, voor de helft, door de provinciën, tot welker grondgebied de betrokken Voorzorgskassen zich uitstrekken.

De uitgaven, uit dien hoofde ten laste van den Staat komende, worden uitgekeerd ten laste van de Begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Art. 12, lid 2. — Een jaarlijksch pensioen van 360 frank wordt door

par les caisses de prévoyance, aux veuves parvenues à l'âge de 60 ans, des ouvriers âgés de plus de 21 ans à la date du 1^{er} janvier 1912 qui viendront à décéder soit après avoir obtenu une pension, soit en réunissant les conditions légales pour l'obtenir, pourvu qu'elles aient été unies à un ouvrier mineur pendant dix ans au moins, même par des mariages successifs.

Art. 13^{bis}. — Sont assimilés aux ouvriers houilleurs, les ouvriers des mines métalliques concédées.

Art. 15. — Les modifications apportées aux lois du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1920.

Art. 15^{bis}. — Sont remplacés dans l'alinéa 1^{er} les mots « nés avant le 1^{er} janvier 1863 » par les mots « nés avant le 1^{er} janvier 1868 ».

Est supprimé le paragraphe 3 du dit article.

ART. 2.

Par dérogation aux articles 6 et 8 de la loi du 5 juin 1911, un complément de pension sera accordé à tout ouvrier houilleur âgé de plus de vingt et un ans et de moins de soixante ans au 1^{er} janvier 1912 au fur et à mesure qu'il atteindra l'âge de soixante ans s'il est ouvrier de la surface et l'âge de cinquante-cinq ans s'il est ouvrier du fond, à la condition qu'il ait été forcé d'abandonner avant cet âge le travail de la mine pour cause de maladie entraînant une incapacité complète du travail, que la durée de ses services

de Voorzorgskassen betaald aan de tot den leeftijd van 60 jaar gekomen weduwen der werklieden die, meer dan 21 jaar oud op 1 Januari 1912, mochten komen te sterven hetzij na verkrijging van een pensioen, hetzij zij voldoen aan de wettelijke vereischten om het te bekomen, mits zij met een mijnwerker gedurende ten minste tien jaar echtelijk vereenigd zijn geweest, zelfs door achtereenvolgende huwelijken.

Art. 13^{bis}. — De werklieden bij de in concessie gegeven metaalhoudende mijnen worden met de kolenmijnwerkers gelijkgesteld.

Art. 15. — De wijzigingen gebracht in de wetten van 5 Juni 1911 en van 26 Mei 1914 treden in werking op 1 October 1920.

Art. 15^{bis}. — In het 1^{ste} lid worden de woorden : « geboren vóór 1 Januari 1863 » vervangen door de woorden : « geboren vóór 1 Januari 1868 ».

Paragraaf 3 van gezegd artikel valt weg.

ART. 2.

Met afwijking van de artikelen 6 en 8 der wet van 5 Juni 1911 wordt een aanvullend pensioen verleend aan elken kolenmijnwerker die meer dan een en twintig jaar en minder dan zestig jaar oud is op 1 Januari 1912, naarmate hij den leeftijd bereikt van zestig jaar, indien hij bovengrondscher werker is, en van vijf en vijftig jaar, indien hij ondergrondscher werker is, op voorwaarde dat hij gedwongen werd van den mijnarbeid af te zien vóór dien leeftijd wegens ziekte aanleiding

dans une ou plusieurs exploitations houillères belges, ait atteint au moins trente années, et qu'il se trouve dans le besoin comme il est défini au projet général sur les pensions.

Le complément de pension auquel chacun des intéressés aura droit, sera égal à la différence entre le taux de 720 francs et le montant des rentes qu'il aurait acquises, conformément au paragraphe 2 de l'article 6, s'il n'avait pas été contraint d'abandonner le travail des mines.

ART. 3.

Il est accordé à titre transitoire, à partir du 1^{er} janvier 1921, et pour une période dont la durée n'excèdera pas trois ans, par l'intermédiaire des caisses de prévoyance, à tout ouvrier mineur ou veuve d'ouvrier mineur bénéficiaire d'une pension, une allocation annuelle de 360 francs à charge de l'État pour les 5/8, de la province pour 1/8 et des communes pour les 2/8 restants. La part des communes et des provinces est récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribués par l'État.

gevende tot eene volle werkbewaamheid, dat de duur zijner diensten in een of meer Belgische kolenmijnondernemingen ten minste dertig jaar heeft bereikt en hij in nood verkeert zooals is bepaald in het algemeen pensioenontwerp.

Het aanvullend pensioen, waarop elke belanghebbende recht heeft, is gelijk aan het verschil tusschen het bedrag van 720 frank en het bedrag van de renten, welke hij overeenkomstig lid 2 van artikel 6 zou verworven hebben, indien hij niet gedwongen werd van den mijnarbeid af te zien.

ART. 3.

Tijdelijk, vanaf 1 Januari 1921, en voor eene tijdruimte, waarvan de duur niet drie jaar zal overschrijden, wordt aan elken mijnwerker of aan elke weduwe van een pensioentrekkenden mijnwerker, door bemiddeling van de Voorzorgskassen eene jaarlijksche tegemoetkoming van 360 frank verleend ten laste van den Staat voor 5/8, van de provincie voor 1/8 en van de gemeenten voor de overige 2/8. Het aandeel van de gemeenten en van de provinciën wordt afgehouden van het gedeelte der belastingen, welke hun door den Staat worden toegekend.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1920.

Wetsvoorstel

op het pensioen der oude mijnwerkers ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MANSART.

MIJNE HEEREN,

Wij eindigden ons verslag, dat gunstig was aan het voorstel der heeren Dejardin c. s., met te wijzen op het voorbehoud door zekere leden der afdeeling gemaakt aangaande de financiële gevolgen van het ontwerp. Wij waren er dus niet te zeer over verwonderd te zien dat de Regeering, harerzijds getroffen door de dadelijke uitgaven voortvloeiende uit de volledige toepassing van de nieuwe bepalingen, aan de Middenafdeeling heeft gevraagd de quaestie opnieuw te willen onderzoeken.

De bij het verslag gevoegde nota van het mijnbeheer, zegt terecht dat, bijaldien het ontwerp tot zijn uiterste mogelijkheid werd toegepast, slechts rekening houdend met een pensioen van 1,400 frank, de bijkomende uitgave meer dan 70 millioen per jaar zou bedragen boven hetgeen de voorzorgskassen kunnen aanbrengen. Voor de volgende jaren zou het verschil steeds grooter en grooter worden, omdat, eenerzijds, de loonen kunnen afnemen, terwijl, anderzijds, het aantal pensioengenietenden toeneemt.

De Regeering heeft dus aan de Middenafdeeling verklaard dat zij, op dit oogenblik, zonder een ernstig en grondig onderzoek, zulk een weg niet kon opgaan. De Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, — steunende op den nieuwen toestand waarin al de ouderlingen van 65 jaar worden geplaatst die, vanaf 1921, voor een overgangstijdperk van ten hoogste 3 jaar, verzekerd zijn een pensioen van 600 tot 720 frank 's jaars te

(1) Wetsvoorstel, n° 128.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Mansart, Bertrand, Pepin, Mabilie, Léonard en Pirard.

Verslag, n° 404.

ontvangen, — verklaarde bereid te zijn eene eveneens voorloopige formule te zoeken, toepasselijk op de oude mijnwerkers.

In overeenstemming met den Minister van Financiën, heeft zij dus aan de Afdeling en aan de indieners van het ontwerp voorgesteld, voorloopig af te zien van eene grondige behandeling van het ontwerp, en sommige belangrijke wijzigingen te aanvaarden in de wet van 3 Juni 1911 aangevuld door die van 26 Mei 1914 ten voordeele der oude mijnwerkers. De nieuwe modaliteiten zouden als overgangsbepaling dienen voor een maximumduur van drie jaar, zooals de algemeene wet op de pensioenen onlangs door de Kamer aangenomen, en gedurende dit tijdsbestek zou het noodige worden gedaan om de ingewikkelde quaestie van de vroegtijdige invaliditeit der mijnwerkers en van de pensioenen aan hunne weduwe en weezen in haar geheel op te lossen.

Volgens het voorstel van den Minister zou dus voorloopig geene verandering worden gebracht in den leeftijd waarop thans de oude mijnwerkers en dezer weduwen worden gepensionneerd. Doch, rekening houdend met de bijzondere omstandigheden waaronder hun werk gebeurt, met de noodzakelijkheid de aanwerving van het werkliedenpersoneel voor de mijnen te verzekeren, met het feit dat de mijnwerkers, dank zij hun vooruitzicht, reeds vroeger een recht op pensioen hebben verworven, stelt de Regeering voor de bestaande bepalingen in zoo verre te wijzigen dat :

a) aan al de thans gepensionneerde oude mijnwerkers een pensioen van 1,080 frank worde verzekerd;

b) aan de mijnwerkers, die gedurende 30 jaren in de mijn hebben gewerkt, doch, om gezondheidsredenen, hun ondergrondschen of bovengrondschen arbeid hebben gestaakt en in nood verkeerden, toegelaten worden dit pensioen, krachtens artikel 6 der algemeene pensioenwet, zouden bekomen op 55, of 60 jarigen leeftijd;

c) de weduwe in staat worde gesteld 720 frank pensioen te bekomen op 60 jarigen leeftijd, na 10 in plaats van 20 jaren huwelijk.

De weduwen der mijnwerkers, die 65 jaren oud zijn of zullen zijn, kunnen daarenboven hare rechten doen gelden op het pensioen dat in het algemeen ontwerp wordt voorzien.

Om deze belangrijke overgangsmaatregelen te verwezenlijken, stelt de Minister twee wijzigingen voor in de bestaande wetten :

1° De stortingen der patroons in de gewestelijke voorzorgskassen worden, zonder dat teruggave mogelijk weze, op 2 1/2 t. h. gesteld;

2° De stortingen der werklieden in dezelfde kassen worden algemeen gemaakt; in de plaats van 0.50 fr., som welke maandelijks wordt gestort door de werklieden die op 1 Juli 1912 één-en-twintig jaar oud zijn, zal door al de werklieden der mijn worden gestort : 0.50 fr. per maand door de werklieden beneden 18 jaar, 1 frank per maand door de andere werklieden.

Deze stortingen zullen, gedurende deze drie jaren dienen om een pensioen te vormen van 720 frank voor de oude mijnwerkers, en van 360 frank voor hunne weduwen; naar den grondslag der bestaande loonen zullen

deze stortingen wellicht meer bedragen dan noodig is om deze uitgaven te bestrijden. Het onbruikbare overschot zal gestort worden in eene nationale kas om, zoo het loon moest verminderen, in de toekomst vergoedingen te verleen.

Aldus zouden de mijnwerkers, als vergoeding van hunne stortingen en van die hunner patroons, te rekenen van 1 Januari a. s., 720 frank pensioen bekomen en hunne weduwen 360 frank.

Met het oog op die buitengewone poging zou de Regeering, bij toepassing van het beginsel der algemeene pensioenwet, aan deze rente toevoegen een bijslag van 360 frank, ten laste van den Staat voor $\frac{5}{8}$, van de provinciën voor $\frac{1}{8}$, van de gemeenten voor $\frac{2}{8}$.

De Afdeeling beschouwde eenparig dit als overeenkomst en als overgang geldende voorstel, als voldoende en besloot aan de Kamer voor te stellen het goed te keuren. De last voor de Schatkist zal zijn $18,000 \times 360 = 6,480,000$ fr., waarvan 4,800,000 frank voor den Staat, 810,000 frank voor de provinciën en 1,620,000 frank voor de gemeenten.

Deze oplossing laat de quaestie in haar geheel. De oplossing er van moet geschieden binnen denzelfden maximum termijn van 3 jaar zooals voor het vraagstuk der verzekeringen in het algemeen. Zij schenkt onmiddellijk eene groote en billijke voldoening aan de oude mijnwerkers, en belet in geenen deele voor de toekomst nog ruimere en edelmoedigere oplossingen te zoeken, wat de Afdeeling van harte wenscht.

De Verslaggever,

JULES MANSART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Texte proposé par le Gouvernement.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse au profit des ouvriers mineurs.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des lois du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse au profit des ouvriers mineurs sont modifiées et complétées comme suit :

Art. 6. — Alinéa 2, 1^{re} Phrase...

Le complément de pension auquel chacun des intéressés aura droit est égal à la différence entre le taux de 720 francs et le montant des rentes acquises par les versements effectués obligatoirement en vertu de la présente loi.

Art. 9. — Les caisses de prévoyance seront alimentées par les cotisations des exploitants affiliés et par une contribution mensuelle de un franc à charge de chacun des ouvriers âgés de plus de 18 ans et de 50 centimes pour ceux âgés de moins de 18 ans occupés dans les charbonnages.

Le taux des cotisations patronales est fixé à 2 1/2 p. c. des salaires payés

opérées

Tekst voorgesteld door de Regeering

Wetsontwerp tot wijziging en aanvulling der wetten van 5 Juni 1911 en van 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen der wetten van 5 Juni 1911 en van 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers worden gewijzigd en aangevuld als volgt :

Art. 6, lid 2, 1^{ste} volzin. — Het aanvullend pensioen, waarop elke belanghebbende recht heeft, is gelijk aan het verschil bestaande tusschen het bedrag van 720 frank en het bedrag van de renten verworven door de verplichte stortingen, krachtens deze wet gedaan.

Art. 9. — De Voorzorgskassen worden gestijfd door de bijdragen van de aangesloten ondernemers en door eene maandelijksche bijdrage van één frank ten laste van elk der werklieden van meer dan 18 jaar en van 50 centiem voor die beneden 18 jaar, welke in de kolenmijnen arbeiden.

Het bedrag van de bijdragen der patroons wordt vastgesteld op 2 1/2 t. h. van de loonen betaald aan de werklieden.

Ingeval de ontvangsten, door eene Voorzorgskas gedaan, de uitgaven van het dienstjaar overschrijft, wordt het overschot gestort in de gemeenschappelijk

aux ouvriers.

Dans le cas où les recettes par une caisse de prévoyance dépassent les dépenses de l'exercice, l'excédent est versé à un fonds spécial des caisses de pré-

den, en, bijzo.

voyance. Ce fonds, dénommé « Fonds national de Retraite des ouvriers mineurs », est destiné à constituer une réserve :

1° Pour couvrir le déficit des caisses de prévoyance lorsque les charges dépassent les recettes, et faire éventuellement dans ce cas, l'avance des fonds nécessaires pour le paiement régulier et intégral des pensions.

2° Pour assurer le maintien des pensions et compléments de pensions prévus par la loi au profit des ouvriers houilleurs pensionnés, ayant appartenu à des charbonnages abandonnés ou ayant cessé leur exploitation. Ce fonds sera administré par un conseil d'administration composé, indépendamment de délégués du Gouvernement, de représentants des caisses de prévoyance reconnues en faveur des ouvriers mineurs.

L'organisation de ce fonds sera réglée par arrêté royal.

Dans le cas où les ressources de ce fonds auront été insuffisantes pour couvrir le déficit d'une ou de plusieurs caisses de prévoyance, l'excédent sera supporté pour moitié par l'État, pour moitié par les provinces, sur le territoire desquelles s'étendent les caisses de prévoyance intéressées.

Les dépenses qui incombent de ce chef à l'État seront liquidées à charge du Budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 12. Alinéa 2. — Une pension annuelle de 360 francs sera payée,

fonds voor al de Voorzorgskassen. Dit fonds, genaamd « Nationaal Pensioenfonds voor de mijnwerkers », is bestemd om eene reserve tot stand te brengen :

1° Ten einde het tekort van de Voorzorgskassen te dekken, wanneer de lasten de ontvangsten overschrijden, en, zoo noodig, in dit geval de noodige sommen te voorschieten voor de geregelde en volle betaling van de pensioenen;

2° Ten einde het in stand houden te verzekeren van de pensionen en aanvullende pensioenen, door de wet voorzien ten behoeve van de pensioentrekkende kolenmijnwerkers, die hebben gearbeid in kolenmijnen welke verlaten zijn of hun bedrijf staakten. Dit fonds wordt beheerd door een Beheerraad bestaande, buiten de afgevaardigden van de Regeering, uit vertegenwoordigers van de erkende Voorzorgskassen ten behoeve van de mijnwerkers.

De inrichting van dit fonds wordt bij koninklijk besluit geregeld.

Waren de inkomsten van dit fonds ontoereikend om het tekort van ééne of meer Voorzorgskassen te dekken, dan wordt de meerdere uitgave bestreden voor de helft door den Staat en, voor de helft, door de provinciën, tot welker grondgebied de betrokken Voorzorgskassen zich uitstrekken.

De uitgaven, uit dien hoofde ten laste van den Staat komende, worden uitgekeerd ten laste van de Begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorradiging.

Art. 12, lid 2. — Een jaarlijksch pensioen van 360 frank wordt door

par les caisses de prévoyance, aux veuves parvenues à l'âge de 60 ans, des ouvriers âgés de plus de 21 ans à la date du 1^{er} janvier 1912 qui viendront à décéder soit après avoir obtenu une pension, soit en réunissant les conditions légales pour l'obtenir, pourvu qu'elles aient été unies à un ouvrier mineur pendant dix ans au moins, même par des mariages successifs.

Art. 13^{bis}. — Sont assimilés aux ouvriers houilleurs, les ouvriers des mines métalliques concédées.

Art. 15. — Les modifications apportées aux lois du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1920.

Art. 15^{bis}. — Sont remplacés dans l'alinéa 1^{er} les mots « nés avant le 1^{er} janvier 1863 » par les mots « nés avant le 1^{er} janvier 1868 ».

Est supprimé le paragraphe 3 du dit article.

ART. 2.

Par dérogation aux articles 6 et 8 de la loi du 5 juin 1911, un complément de pension sera accordé à tout ouvrier houilleur âgé de plus de vingt et un ans et de moins de soixante ans au 1^{er} janvier 1912 au fur et à mesure qu'il atteindra l'âge de soixante ans s'il est ouvrier de la surface et l'âge de cinquante-cinq ans s'il est ouvrier du fond, à la condition qu'il ait été forcé d'abandonner avant cet âge le travail de la mine pour cause de maladie entraînant une incapacité complète du travail, que la durée de ses services

de Voorzorgskassen betaald aan de tot den leeftijd van 60 jaar gekomen weduwen der werklieden die, meer dan 21 jaar oud op 1 Januari 1912, mochten komen te sterven hetzij na verkrijging van een pensioen, hetzij zij voldoen aan de wettelijke vereischten om het te bekomen, mits zij met een mijnwerker gedurende ten minste tien jaar echtelijk vereenigd zijn geweest, zelfs door achtereenvolgende huwelijken.

Art. 13^{bis}. — De werklieden bij de in concessie gegeven metaalhoudende mijnen worden met de kolenmijnwerkers gelijkgesteld.

Art. 15. — De wijzigingen gebracht in de wetten van 5 Juni 1911 en van 26 Mei 1914 treden in werking op 1 October 1920.

Art. 15^{bis}. — In het 1^{ste} lid worden de woorden : « geboren vóór 1 Januari 1863 » vervangen door de woorden : « geboren vóór 1 Januari 1868 ».

Paragraaf 3 van gezegd artikel valt weg.

ART. 2.

Met afwijking van de artikelen 6 en 8 der wet van 5 Juni 1911 wordt een aanvullend pensioen verleend aan elken kolenmijnwerker die meer dan een en twintig jaar en minder dan zestig jaar oud is op 1 Januari 1912, naarmate hij den leeftijd bereikt van zestig jaar, indien hij bovengrondscher werker is, en van vijf en vijftig jaar, indien hij ondergrondscher werker is, op voorwaarde dat hij gedwongen werd van den mijnarbeid af te zien vóór dien leeftijd wegens ziekte aanleiding

dans une ou plusieurs exploitations houillères belges, ait atteint au moins trente années, et qu'il se trouve dans le besoin comme il est défini au projet général sur les pensions.

Le complément de pension auquel chacun des intéressés aura droit, sera égal à la différence entre le taux de 720 francs et le montant des rentes qu'il aurait acquises, conformément au paragraphe 2 de l'article 6, s'il n'avait pas été contraint d'abandonner le travail des mines.

ART. 3.

Il est accordé à titre transitoire, à partir du 1^{er} janvier 1921, et pour une période dont la durée n'excèdera pas trois ans, par l'intermédiaire des caisses de prévoyance, à tout ouvrier mineur ou veuve d'ouvrier mineur bénéficiaire d'une pension, une allocation annuelle de 360 francs à charge de l'État pour les 5/8, de la province pour 1/8 et des communes pour les 2/8 restants. La part des communes et des provinces est récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribués par l'État.

gevende tot eene volle werkbewaamheid, dat de duur zijner diensten in een of meer Belgische kolenmijnondernemingen ten minste dertig jaar heeft bereikt en hij in nood verkeert zooals is bepaald in het algemeen pensioenontwerp.

Het aanvullend pensioen, waarop elke belanghebbende recht heeft, is gelijk aan het verschil tusschen het bedrag van 720 frank en het bedrag van de renten, welke hij overeenkomstig lid 2 van artikel 6 zou verworven hebben, indien hij niet gedwongen werd van den mijnarbeid af te zien.

ART. 3.

Tijdelijk, vanaf 1 Januari 1921, en voor eene tijdruimte, waarvan de duur niet drie jaar zal overschrijden, wordt aan elken mijnwerker of aan elke weduwe van een pensioentrekkenden mijnwerker, door bemiddeling van de Voorzorgskassen eene jaarlijksche tegemoetkoming van 360 frank verleend ten laste van den Staat voor 5/8, van de provincie voor 1/8 en van de gemeenten voor de overige 2/8. Het aandeel van de gemeenten en van de provinciën wordt afgehouden van het gedeelte der belastingen, welke hun door den Staat worden toegékend.